

Unité Interdépartementale 25-70-90
Tel : 03 39 59 65 99 - Mobile : 06 58 17 41 47
25000 Besançon

Besançon, le 21/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EUROSERUM SA (usine)

BP 17
70170 Port-Sur-Saône

Références : UID257090/SPR/LT/ 2024 - 1018B
Code AIOT : 0005901243

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/10/2024 dans l'établissement EUROSERUM SA (usine) implanté Route de Villers 70170 Port-sur-Saône. L'inspection a été annoncée le 05/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection est réalisée dans le cadre du plan pluri-annuel de contrôle de l'inspection ICPE. Les thèmes de la visite portent sur l'action nationale 2024 « rétentions ». Cette action, ici déclinée au secteur agro-alimentaire, a pour objet la prévention de la pollution des eaux en situation accidentelle mais aussi le risque d'incendie/explosion. La vidéo et note produites par le BARPI illustrent un cas d'accident :

<https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/video/emanation-dun-nuage-toxique-sans-consequence-humaine-dans-une-usine-agroalimentaire/>

FLASH Aria « Mélanges incompatibles : maîtriser les risques dès la conception - novembre 2023 ».

Trois points de contrôle issus de la visite précédente ont également fait l'objet d'un suivi (détection ammoniac et suivi PFAS).

En outre, en préambule, un point d'avancement sur les actions en cours a été effectué :

- les mesures acoustiques en limite de propriété et en zone d'émergence réglementée (ZER) ont été réalisées en septembre dernier pendant l'arrêt technique et usine en fonctionnement sur une durée pour chacune des périodes de 24h minimum. La production du rapport par le bureau de contrôle est prévue pour novembre 2024 ;
- l'étude proposant le plan de gestion et les mesures compensatoires en zone humide liée à la construction d'un nouveau bassin d'aération au niveau de la STEP route de Vauchoux devrait être produite dans les plus brefs délais ;
- dans le cadre de la dérogation IED sur les rejets à l'atmosphère d'une tour de lavage, deux campagnes (sur les quatre) de mesures des retombées de poussières dans l'environnement ont été réalisées ;
- l'inspection a communiqué le jour même par courriel une demande de compléments sur l'étude portant à la connaissance l'ajout d'un gazomètre (réservoir stockant le biogaz).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUROSERUM SA (usine)
- Route de Villers 70170 Port-sur-Saône
- Code AIOT : 0005901243
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine EUROSERUM de Port-sur-Saône est spécialisée dans la fabrication de poudres de lait infantile. Le produit est fabriqué par déminéralisation du lactosérum (également appelé petit-lait) collecté dans les fromageries de la région. L'usine relève de la directive IED au titre du BREF FDM (industrie agroalimentaire et laitière). Elle comporte par ailleurs une station d'épuration des eaux usées (STEP) avant rejet dans la rivière Saône relevant de la rubrique n°3710 de la nomenclature ICPE soumise à autorisation. L'usine est réglementée par l'arrêté préfectoral codificatif du 14 décembre 2022. L'inspection s'est rendue au niveau des stockages de produits chimiques en vrac et l'aire de déchargement. Les référentiels réglementaires de contrôle sont :- l'arrêté ministériel du 19 novembre 2009 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4735 (ici ammoniac) ;- l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;- l'arrêté préfectoral codificatif du 14 décembre 2022.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Rétention
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 7.1.4.1	Mise en demeure, respect de prescription	8 mois
9	Confinement des eaux incendie	Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 7.1.4.6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	18 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
2	Prélèvement et analyses PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
3	Détecteur gaz NH3 et maintenance	Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 4.3.1.2	Sans objet
4	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
6	Disponibilité et étanchéité des rétentions	Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 7.1.4.1	Sans objet
7	Produits incompatibles – rétentions	Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 7.1.4.2	Sans objet
8	Aires de chargement et déchargement	Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 7.1.4.5	Sans objet
10	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suites :

(1) La rétention au droit du stockage d'acide nitrique (HNO₃) n'est pas suffisante. En effet avec un volume utile de 45 m³, la rétention ne fait que 32,5 m³ soit 72 % de la cuve et non 100 %.

(2) Le calcul des besoins en eaux d'extinction et infine du volume de confinement des eaux d'extinction (en référence aux guides techniques D9/D9a) n'a pas été réalisé. Aussi, il n'est pas possible de se prononcer sur la conformité du volume actuellement disponible.

(3) Aucun test régulier mettant en œuvre le système de confinement n'est réalisé.

L'exploitant rendra compte par ailleurs des organes de commande utilisés à l'appui d'un plan et

justifiant de leur autonomie.

Le non-respect des dispositions d'un arrêté ministériel ou arrêté préfectoral expose aux suites administratives et pénales prévues par les articles L.171-8 et R. 514-4 3° du code de l'environnement.

En application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement, un projet d'arrêté de mise en demeure a été préparé en ce sens pour le manquement n°(1) - rétention. Considérant l'engagement sur les autres points ou des non-conformités d'ordre documentaire, il ne sera pas dans un premier temps proposé de mise en demeure.

Observations :

Il convient que l'exploitant dispose des dernières versions des fiches de données de sécurité (exemple pour la soude FDS « ancienne » de 2018).

La délégation à un tiers d'opérations de toute nature dont en situation accidentelle ne dispense pas l'exploitant de s'assurer de leur maîtrise et effectivité.

Les déclarations sous le portail GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente) doivent être transmises dans les plus brefs délais après la réception des résultats. Des retards récurrents sont observés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux (superficielles et souterraines)
Prescription contrôlée : <i>" L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées."</i>
Constats : Plus connues sous le nom de PFAS, les per- et polyfluoroalkylées sont des substances aux propriétés chimiques spécifiques, utilisées dans de nombreux domaines industriels et produits de la vie courante.

<p>L'action ministérielle traduite par l'AMPG du 20 juin 2023 (1) a pour objectif d'identifier qui rejette quoi et en quelle quantité.</p> <p>L'AMPG du 20 juin 2023 s'applique au présent établissement relevant de la rubrique 3710 soumise à autorisation.</p> <p>L'exploitant a examiné les fiches de données de sécurité (FDS) des produits chimiques du site , ainsi que celles de la fromagerie voisine reliée à la STEP. Il n'a pas été identifié de substances PFAS.</p> <p>Aussi, pour la suite, l'exploitant a décidé de définir sa liste en comprenant l'estimation de la quantité totale de substances perfluorés et les 20 substances de l'alinéa 2 de l'article 3 de l'AMPG du 20 juin 2023.</p> <p>(1) relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Prélèvement et analyses PFAS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux (superficielles et souterraines)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« [...] II. - L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I. Selon la rubrique de la nomenclature des installations classées au titre de laquelle son établissement est soumis à autorisation, l'exploitant réalise sa première campagne d'analyse selon les délais suivants : rubrique 3532 - 9 mois à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté »</p>
<p>Constats :</p> <p>Les campagnes de mesure ont été réalisées en mars, avril et mai 2024 sur les deux points de rejets de l'établissement.</p> <p>L'organisme préleveur sur une durée de 24h (ponctuel et coninu) est SOCOTEC.</p> <p>Le laboratoire d'analyse est EUROFINS Maxeville, accrédité COFRAC.</p> <p>Les résultats ne détectent pas à partir de ces 3 campagnes sur les deux points de rejet de substances PFAS : les concentrations des 20 substances de l'alinéa 2 de l'article 3 de l'AMPG du 20 juin 2023 et la quantité totale sont inférieures à la limite de quantification.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra dans les plus brefs délais ces résultats sur le portail GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Détecteur gaz NH3 et maintenance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article 4.3.1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque incendie et/ou d'explosion ou toxique</p>

Prescription contrôlée :

« Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé des personnes sont munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de tout incident. L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. Des détecteurs de gaz sont mis en place dans les zones susceptibles d'être impactées par la fuite d'ammoniac, notamment les salles des machines, ainsi que les locaux et galeries techniques. Les parties de l'installation visées au point 4.1 sont équipées de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité sont adaptés aux situations. L'exploitant fixe au minimum les deux seuils de sécurité suivants :

- le franchissement du premier seuil (soit 500 ppm dans les endroits où le personnel d'exploitation est toujours présent, soit 2 000 ppm dans le cas contraire) entraînant le déclenchement d'une alarme sonore ou lumineuse et la mise en service de la ventilation additionnelle, conformément aux normes en vigueur ;
- le franchissement du deuxième seuil (soit 1 000 ppm dans les endroits où le personnel d'exploitation est toujours présent, soit 4 000 ppm dans le cas contraire) entraîne, en plus des dispositions précédentes, la mise en sécurité des installations, une alarme audible en tous points de l'établissement et, le cas échéant, une transmission à distance vers une personne techniquement compétente. »

Constats :

Ce point avait fait l'objet d'un contrôle lors de la visite précédente le 22 février 2024.

Il avait mis en évidence :

- l'absence d'étude préalable justifiant l'implantation des détecteurs NH₃ en salles des machines ;
- une action à réaliser consistant au remplacement d'un détecteur NH₃ au niveau du SKID1.

L'exploitant a produit depuis cette étude produite par ESPAM centre-est en date d'avril 2024 et le rapport d'intervention du 27 février 2024 justifiant le remplacement du détecteur gaz défaillant.

L'analyse de la conformité des installations au regard de cette étude préalable a montré le besoin d'ajouter un détecteur NH₃ au local SKID1. Ce détecteur complémentaire a été ajouté depuis. Concernant les seuils de détection, les valeurs définies dans l'automate sont inférieures aux valeurs réglementaires et de l'étude préalable. Cette définition est donc plus protectrice.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

Thème(s) : Risques accidentels, Organisation en situation accidentelle

Prescription contrôlée :

" L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la

disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires."

Constats :

L'exploitant a présenté l'état des stocks de produits chimiques sous forme de tableur comprenant le nom du produit, la quantité, les phrases de risques, l'emplacement sur site. Il existe plus de 500 références de produits chimiques sur site.

Les quantités des produits en vrac stockés dans des réservoirs et qui représentent les produits chimiques majoritaires entreposés sur site sont connus en temps réel sur la supervision à l'aide des jauges de niveau. Ces quantités font l'objet d'un enregistrement sur un serveur et disponible à distance.

Les quantités des autres produits stockés en GRV ou bidons font l'objet d'une mise à jour mensuelle. La donnée est disponible à distance. Les variations à l'échelle du mois restent faibles.

Les fiches de données de sécurité (FDS) sont accessibles sur l'application SEIRICH. Chaque atelier dispose par ailleurs d'une version papier des FDS des produits utilisés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection invite l'exploitant à être vigilant sur la mise à jour des FDS.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Dimensionnement des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 7.1.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des sols et des eaux

Prescription contrôlée :

" Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :
- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.
Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.
[...]"

Constats :

Par sondage, l'inspection a vérifié les rétentions au droit du stockage des produits chimiques en vrac.

Le plan présenté précise la répartition des sept réservoirs et la capacité de rétention au total au nombre de quatre sous-ensembles. L'observation sur site est conforme au plan présenté concernant les emplacements des cuves.

Le réservoir d'acide nitrique (HNO₃) au sein du stockage est implanté dans un compartiment unique.

Le plan « stockage des cuves chimiques vrac » reporte la valeur de 32,5 m³ en capacité de rétention pour ce compartiment.

La cuve a une capacité utile de 45 m³.

La fiche de données de sécurité du produit acide nitrique 50-65 % communiquée par l'exploitant est une version du 8/09/2023 du distributeur LAT Nitrogen. Elle mentionne :

- « - section 9.1 - propriétés physiques: 1,340 g/cm³ (20 °C) ;
- section 2.1 classification de la substance ou du mélange : H290 peut être corrosif pour les métaux, H331 toxique par inhalation, H314 provoque des graves brûlures de la peau
- section 10.3 - réactions dangereuses : Peut réagir violemment avec:
Agents réducteurs Des bases fortes Chlorure Poudres métalliques Réagit avec les métaux habituels en libérant de l'hydrogène. Réaction exothermique avec l'eau.
- section 10.5 - matières incompatibles : Des matières combustibles
Matières organiques Agents réducteurs Poudres métalliques Alcools Chlorates Acier au carbone Cuivre Liquides inflammables Acide chromique
- section 12.7 - autres effets néfastes : **Éviter que le produit atteigne l'eau souterraine, les organismes aquatiques ou le système d'égouts.**»

L'exploitant a précisé qu'il ne dépassait jamais la valeur de 35 m³. Ce respect ne fait pas l'objet d'un « bridage » physique avec asservissement au dépotage mais uniquement par observation humaine. Quand bien même cette limitation serait physiquement en place (asservissement dépotage-niveau), la valeur de 35 m³ reste supérieure à la valeur de la rétention ici 32,5 m³.

Considérant la capacité de la rétention (32,5m³) inférieure à la capacité de la cuve (45m³), les caractéristiques de l'acide nitrique issues de la FDS, l'absence de dispositif de bridage de la capacité, la prescription est non respectée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit se conformer à la prescription contrôlée pour le stockage de l'acide nitrique. En outre, il est rappelé que le seuil SEVESO seuil bas par dépassement direct pour la rubrique 4130 « Toxicité aiguë catégorie 3 par inhalation » est fixé à 50 tonnes, le site est autorisé à une valeur maximale de 47,7 tonnes soit 35,5 m³. L'exploitant doit en tout temps respecter cette valeur.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 8 mois

N° 6 : Disponibilité et étanchéité des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 7.1.4.1

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des sols et des eaux

Prescription contrôlée :

" La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé."

Constats :
La visite sur site n'a pas appelé d'observations de l'inspection : absence d'objets de toute nature dans la rétention, absence d'ouverture, absence notable d'eaux pluviales. Afin d'assurer le volume disponible, des pompes sont actionnées au besoin lors des rondes journalières pour vider les eaux pluviales présentes dans la rétention vers le réseau des eaux usées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Produits incompatibles – rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 7.1.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque d'incendie et/ou d'explosion
Prescription contrôlée : <i>« Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement ainsi que des liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés. »</i>
Constats : Les cuves d'acide chlorhydrique (HCl), d'acide nitrique (HNO ₃) et la soude sont disposées à l'air libre dans des rétentions séparées et uniques. Les seuls produits stockés dans une rétention commune sont la soude (NaOH) et l'hydroxyde de potassium (KOH). Les FDS de ces 2 produits (NaOH et KOH), transmises par l'exploitant ont fait l'objet d'une analyse par l'inspection. La FDS de l'hydroxyde de potassium (KOH) est une version du 30/05/2023 du fournisseur VYNOVA. Elle mentionne : - les phrases de danger H290 « peut être corrosif pour les métaux », H314 « provoque des brûlures de la peau ... », H318 « provoque de graves lésions des yeux » ; - à la section 10, sous section 10.3 « Réactions aux acides. Le contact avec le cuivre, l'aluminium, l'étain ou le zinc peut former de l'hydrogène gazeux inflammable ». - à la section 10, sous section 10.5 « Matières incompatibles: Eviter le contact avec Al, Zn, Sn, Cu et leurs alliages.». La FDS de la soude 50 % est une version du 30/05/2018 du producteur/fournisseur STOCKMEIER CHEMIE. Elle mentionne : - les phrases de danger H290 « peut être corrosif pour les métaux », H314 « provoque des brûlures de la peau ... », H331 « toxique par inhalation » ; - à la section 10, sous section 10.3 « 10.3 Possibilité de réactions dangereuses : Forte réaction exothermique aux acides. Réactions au contact des métaux légers par formation d'hydrogène. L'analyse des deux FDS susvisées ne met pas en évidence d'incompatibilité entre les deux substances (NaOH et KOH). Par ailleurs, l'exploitant a fait part de sa démarche pour ranger les produits au niveau de l'usine : tout nouveau produit fait l'objet avant sa commande d'une analyse préalable par le service QSE à l'aide de sa FDS concernant des incompatibilités potentielles, les conditions de stockage, les

moyens d'extinction... Les FDS à jour doivent toujours être exploitées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Aires de chargement et déchargement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 7.1.4.5
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des sols et des eaux
Prescription contrôlée : <i>« Les aires de chargement et de déchargement de véhicules routiers et ferroviaires sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement. [...] »</i>
Constats : Lors de la visite, une opération de déchargement d'un produit chimique était en cours. Le camion était stationné au droit de l'aire aménagée qui comporte en niveau inférieur une cuve PEHD d'une capacité de 22 m ³ . Interrogé par l'inspection sur le volume des camions, la citerne peut atteindre pour certains produits 24 m ³ donc un volume supérieur à la rétention dédiée. En cas de déversement accidentel et au-delà de la rétention, le produit à raison de 2m ³ au maximum rejoindrait la STEP utilisée comme rétention déportée. L'exploitant a déclaré qu'une telle quantité pourrait être absorbée par la STEP. Tout niveau haut atteint dans l'un des réservoirs déclenche une alarme sonore et lumineuse localement sur l'aide de dépotage. Ces niveaux sont par ailleurs reportés en salle de supervision. Les coffrets de dépotage sont de couleur distincte selon le type de produit chimique. Le déchargement d'un produit chimique est systématiquement réalisé en présence (en plus du chauffeur) d'une personne habilitée interne, en premier lieu le technicien de maintenance et en second lieu en cas d'absence du premier le magasinier attitré.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'organisation humaine avec des personnes compétentes est déterminante pour prévenir tout type d'accident (déversement, réaction exothermique en présence de produits incompatibles...). L'inspection invite l'exploitant à accroître le personnel habilité pour combler toute absence.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Confinement des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2022, article 7.1.4.6
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des sols et des eaux

Prescription contrôlée :

« Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part,
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. »

Constats :

Après fermeture de la vanne sur le réseau d'eaux pluviales, les eaux d'extinction sont confinées dans la cuve dite « ACIDO » d'une capacité de 1600 m³. Cette cuve n'a pas cette capacité de 1600 m³ en tout temps : en moyenne elle est remplie à hauteur de 700 m³ soit 900 m³ de disponible.

Au delà, les eaux d'extinction rejoindraient la STEP.

L'exploitant a déclaré que les pompes de relevage sur ce réseau d'eaux ne sont pas alimentées par le même réseau électrique de l'usine mais celui de la commune.

L'exploitant n'a pas établi le volume nécessaire à ce confinement selon la prescription contrôlée (guide D9a).

Aussi, il n'est pas possible de se prononcer sur la conformité.

L'exploitant a fait part que ce calcul faisait partie de son plan d'actions confié à un bureau d'études en 2026.

Une fois ce volume déterminé, il devra être comparé au volume disponible en tout temps, le cas échéant être complété.

Aucun test régulier mettant en œuvre le système de confinement n'est réalisé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit :

- déterminer le volume nécessaire au confinement, le comparer à sa capacité disponible, le cas échéant mettre en place des actions correctives ;
- réaliser au cours de l'année 2025 un test de mise en œuvre du système de confinement. Ces tests peuvent être couplés à un exercice incendie avec les personnes attitrées à cette tâche et/ou

être réalisés lors de l'arrêt technique annuel.
En cas de mise en sécurité avec coupure électrique, l'exploitant s'assurera si l'utilisation de pompes de relevage ainsi que toute vanne à commande électrique sont secourus électriquement. L'exploitant rendra compte des organes de commande utilisés à l'appui d'un plan et justifiant de leur autonomie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 18 mois

N° 10 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Risques accidentels, Organisation en situation accidentelle
Prescription contrôlée : <i>« L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : [...] - les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - dans le cas spécifique de rétention déportée : les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de dispositifs de drainage. »</i>
Constats : A l'appui des fiches réflexes du classeur d'intervention, l'exploitant a présenté les consignes permettant de mettre en œuvre le confinement des eaux d'extinction en situation accidentelle. Il est fait mention de l'appel à la société VEOLIA (ex.Ondeo) gérant la STEP pour l'obturation du réseau d'eaux usées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La délégation à un tiers d'opérations de toute nature dont en situation accidentelle ne dispense pas l'exploitant de s'assurer de leur maîtrise et effectivité. Il convient que les opérations confiées à VEOLIA sont maîtrisées.
Type de suites proposées : Sans suite